

Haiti

Small Irrigation and Market Access Development Project in the Nippes and Goavienne Region

Supervision Report

Main report and appendices

Mission Dates: 26.02.2018 to 08.03.2018

Document Date: 10/05/2018

Project No. 1100001532

Report No. 4732-HT

Latin America and the Caribbean
Programme Management Department

Abbreviations and Acronyms

AAA	Agro Action Allemande
BAC	Bureau Agricole Communal
CEA	Champs Ecoles Agricoles
DIA	Direction des Infrastructures Agricoles
DNO	Demande de non-objection
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FODES	Fondation pour le Développement Economique et Social
MARNDR	Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural
OPS	Operateurs de Service
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPI-3	Projet de Développement de la Petite Irrigation
PPM	Plan de Passation de Marché
RMP	Revue à mi-parcours
RMP	Responsable de Passation des Marchés
RSE	Responsable de Suivi/Evaluation
UFAPAL	Facilitation des Achats de Produits Agricoles Locaux
UGP	Unité de Gestion du Projet
UFAPAL	Unité de Facilitation des Achats de Produits Agricoles Locaux
UPMP	Unité de Passation de Marchés Publics

A. Project Overview

Region:	Latin America and the Caribbean	Project at Risk Status:	Actual problem
Country:	Haiti	Environmental and Social Category:	B
Project Name:	Small Irrigation and Market Access Development Project in the Nippes and Goavienne Region	Climate Risk Classification:	2
Project Id:	1100001532	Executing Institution:	Ministry of Agriculture, Nat Resources & Rural Dev
Project Type:	Agricultural Development	Implementing Institutions:	Ministry of Agriculture, Nat Resources & Rural Dev
CPM:	Lars Anwandter		
Project Director:	Martin Jean Louis		
Project Area:	la région Goavienne et le département des Nippes		

Approval Date	08/09/2012	Last audit receipt	16/05/2017
Signing Date	24/10/2012	Date of Last SIS Mission	08/03/2018
Entry into Force Date	24/10/2012	Number of SIS Missions	4
Available for Disbursement Date	24/10/2012	Number of extensions	1
First Disbursement Date	11/09/2013	Extension 1	30/06/2019
MTR Date	25/04/2016	Effectiveness lag	1 month
Completion Date	30/06/2019		
Original Completion Date	31/12/2017		
Financial Closure	31/12/2019		

Project total financing

IFAD Financing breakdown	Debt Sustainability Framework	\$13,199,902
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	\$1,023,276
	National Government	\$1,982,500
Co-financing breakdown,	Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture	\$348,478
Project total financing		\$16,554,156

Current Mission

Mission Dates: 26.02.2018 to 08.03.2018

Days in the field: 2

Mission composition: Lars Anwandter, Chargé de Portefeuille (chef de mission), Ambrosio Barros, Chargé de Programme (et co-chef de mission) ; Alain Moncoeur, Officier de Programme ; Malek Sahli, Chargé de finance ; Guy Augustin Kemtsop, consultant, Spécialiste Infrastructures ; Anna Manikowska, consultante, Spécialiste en Ciblage, Genre, Jeunes, Suivi-Evaluation et Gestion des connaissances.

Field sites visited: "les Nippes" (Petite Rivière des Nippes and Anse-à-Veau) and "West" (Petit-Goave and Grand Goave).

B. Overall Assessment

Key SIS Indicator #1	Ø	Rating	Key SIS Indicator #2	Ø	Rating
Likelihood of Achieving the Development Objective		4	Assessment of the Overall Implementation Performance		4

Effectiveness and Developmental Focus	4	Project Management	4
Effectiveness	4	Quality of Project Management	4
Targeting and Outreach	4	Knowledge Management	2
Gender equality & women's participation	3	Value for Money	4
Agricultural Productivity	4	Coherence between AWPB and Implementation	4
Nutrition	N/A	Performance of M&E System	4
Adaptation to Climate Change	4	Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)	4

Sustainability and Scaling-up	4	Financial Management and Execution	5
Institutions and Policy Engagement	3	Acceptable Disbursement Rate	2
Partnership-building	4	Quality of Financial Management	6
Human and Social Capital and Empowerment	4	Quality and Timeliness of Audit	6
Quality of Beneficiary Participation	4	Counterparts Funds	4
Responsiveness of Service Providers	4	Compliance with Loan Covenants	6
Environment and Natural Resource Management	4	Procurement	4
Exit Strategy	3		
Potential for Scaling-up	3		

Relevance	5
------------------	----------

C. Mission Objectives and Key Conclusions

Background and Main Objective of the Mission

Contexte et principal objectif de la mission

1. **Bref historique.** En vigueur depuis octobre 2012, il a été décidé à l'origine que PPI-3 serait géré par la même UGP que celle mettant en œuvre le PPI-2. Le PPI-3 a démarré très lentement, l'attention de l'UGP étant consacrée au PPI-2 et la capacité de mettre en œuvre les deux projets en parallèle étant insuffisante. En outre, les activités de PPI-2 ont été suspendues par le FIDA pendant un an (entre 2014 et 2015), en raison de problèmes fiduciaires concernant le PPI-2, qui ont donc également affecté le PPI-3. La suspension n'a été levée qu'après l'accord du Gouvernement d'Haïti (GH) pour obtenir l'appui du PNUD pour les questions de gestion financière et de passation des marchés. En conséquence, au début de 2016, plus de trois ans après l'entrée en vigueur, lorsque l'équipe du FIDA après Haïti a changé, le taux de décaissement pour le PPI-3 était limité à 4%. Suite à la revue à mi-parcours (RMP) menée conjointement par le GH et le FIDA en mai 2016, le consensus a été trouvé pour changer l'UGP et restructurer les composantes du projet sans altérer son objectif global. Reflétant ces changements, un amendement à l'accord de financement est entré en vigueur en août 2016. Durant cet exercice de révision à mi-parcours, les parties ont convenu d'établir une nouvelle UGP dédiée au PPI-3 et de prolonger l'appui du PNUD à la gestion des ressources financières du projet. Sous la direction des Ministres des Finances et de l'Agriculture (MEF et MARNDR) de l'époque, un rapport détaillé de la RMP a été finalisé et un plan de travail et de budget mis à jour ont été présentés avec des étapes claires et tangibles jusqu'à la fin initiale du projet (décembre 2017).
2. La mission de supervision conduite par le FIDA et le GH s'est déroulée en République d'Haïti du 26 février au 8 mars 2018 avec pour objectif général d'apprécier le niveau de mise en œuvre des activités du PPI-3 depuis la mission de supervision de mars 2017 et les différentes missions d'appui technique du FIDA dont la dernière a eu lieu en décembre 2017. Il est à noter que le PPI-3 a bénéficié d'une prolongation de 18 mois, ses dates d'achèvement et de clôture étant dorénavant et respectivement fixées au 30 juin 2019 et 31 décembre 2019. L'autre objectif de cette mission est donc de fixer un chronogramme des activités à mettre en œuvre d'ici la fin du projet.
3. A Port-au-Prince, la mission a tenu des séances de travail avec les cadres du MARNDR. Elle a rencontré le Directeur Général du MARNDR ainsi que les cadres dudit ministère et plusieurs partenaires de mise en œuvre du PPI-3.
4. Sur le terrain, et sous le leadership des cadres de l'Unité de gestion du projet (UGP) et du MARNDR, en particulier de la Direction des Infrastructures Agricoles (DIA) et du Cabinet du MARNDR, la mission a visité cinq périmètres irrigués (Charlier, Baconnois, Chanterelle, Dlo Piti et Faucher). Des séances de travail ont été tenues avec des représentants des associations d'irrigants (AI) concernées, les comités de gestion des bassins versant (CGBV), les entreprises en charge des constructions et réhabilitation des infrastructures d'irrigation, l'Agro-Action Allemande (AAA) ainsi que d'autres parties prenantes.
5. Au terme de la mission, des réunions de synthèse ont eu lieu avec les cadres techniques du MARNDR. La mission a attiré l'attention du GH sur les mesures à mettre en œuvre pour assurer un avancement efficace du PPI-3 et sa stratégie de sortie. Le présent rapport de supervision retrace les principales conclusions et accords ayant été convenus entre le GH et le FIDA.
6. La mission exprime ses remerciements aux autorités haïtiennes, aux cadres de l'UGP et aux partenaires du PPI-3 pour leur collaboration et leur soutien qui ont permis le bon déroulement des travaux.

Key Mission Agreements and Conclusions

Principaux accords et conclusions

1. Depuis la dernière mission de supervision en mars 2017, le PPI-3 a enregistré des progrès significatifs essentiellement dûs à la réalisation des activités de renforcement des capacités, de travaux d'infrastructures et la consolidation d'une excellente gestion financière des fonds FIDA. Cependant, plusieurs aspects doivent encore être améliorés, notamment dans les processus de passation des marchés causant ainsi des aller-retour dans le traitement des dossiers entraînant des pertes de temps dans les processus d'acquisition de biens et services. Le suivi rapproché d'activités mises en œuvre par certains prestataires de services doit être amélioré, tout comme le ciblage des activités pour les jeunes et les femmes ou encore la gestion des savoirs. L'absence d'une stratégie de sortie claire – permettant une reprise des activités par le MARNDR une fois le projet achevé – a également été notée.
2. Avec la prolongation du projet accordée par le FIDA, le PPI-3 dispose de moins de 14 mois pour atteindre le maximum des objectifs fixés par la revue à mi-parcours (RMP). C'est à cette fin que la présente mission de supervision a remis à jour le chronogramme d'activités. Il a donc été convenu que l'UGP partagera avec le FIDA un rapport hebdomadaire pour les périmètres irrigués (PI) et mensuel pour toutes les activités sur les progrès de la mise en œuvre du PPI-3 et sur la stratégie de sortie du projet.

D. Overview and Project Progress

1. Le projet a redoublé d'efficacité au cours de la dernière année pour réaliser les activités programmées et s'assurer de la progression vers ses objectifs et environ 83% des activités du PTBA 2017-2018 ont été réalisées ou le seront dans les temps prévus. Malgré les pressions faites par le projet, des faiblesses ont été relevées par la mission au niveau de la capacité du projet à sanctionner les prestataires de services et entreprises dont les résultats sont insatisfaisants. En revanche, les activités directement du ressort du projet avancent dans les temps et avec de bons résultats.
2. **Renforcement institutionnel.** Les services déconcentrés du MARNDR (Direction des infrastructures agricoles, DIA ; Direction départementale d'agriculture, DDA et Bureau d'agriculture communal, BAC) ont été appuyés dans leur fonctionnement par : i) la dotation en matériels roulants et équipements ; ii) la formation des cadres^[1] (y compris le staff du PPI 3) à la maîtrise d'ouvrage et ; iii) la réhabilitation des locaux du BAC de Anse à Veau. Quant aux associations d'irrigants (AI), elles ont reçu au total 5 900 kits d'équipements légers (pelles, brouettes, machettes, râteaux, houes, etc.) en deux phases, en vue du renforcement de leurs capacités.
3. **Périmètres irrigués (PI).** Dans le cadre de la réhabilitation des PI, 12 sites^[2] ont été identifiés. A date, les travaux de réhabilitation sont en cours d'exécution sur une première série de 5 sites. Selon la mission, les travaux sont à divers taux de réalisation : Charlier, 58,5 ha (20%) ; Baconnois, 108,8 ha (15%) ; Chanterelle, 81,6 ha (60%) ; Dlo Piti, 30 ha (60%) et Fauché, 225 ha (40%). Le recrutement des firmes pour réhabiliter la deuxième série de PI est en cours et devrait s'achever en fin avril 2018, pour une réalisation des travaux (principalement les canaux) durant la saison sèche (à partir de fin juin 2018) pour une durée pouvant aller jusqu'à 4 mois. Pour le compte du Programme d'urgence^[3], le PPI 3 a réalisé des travaux de remise en état de fonctionnement les PI de Charlier, Chanterelle, Plaisimond et Lotier. Selon le Projet, les réalisations incluent : i) les travaux de construction (3 petits bassins de distribution, 3 aqueducs, 1 ponceau) ; ii) la réparation d'une motopompe et ; iii) le curage de 50 ml de canal pour faciliter la remise en eau des systèmes d'irrigation endommagés.
4. **Remédiation environnementale.** Exécutées par AAA, les activités ont ciblé 11 micros bassins versants (MBV) surplombant les PI. Les résultats obtenus incluent : i) l'élaboration de 11 plans d'aménagement et de gestion des BV (100% d'exécution) ; ii) l'érection de 12 613 m³ de seuils (pierre sèche) totalisant 29,769 km de ravines (109% d'exécution) et la réalisation de 250 macro boutures (à Fauché) ; iii) le traitement de 1 115,74 ha de versant (111,6% d'exécution) par la construction de plus de 24 000 rampes ; iv) la production de 238 124 (95% d'exécution) unités d'espèces végétales ; v) la création de 11 comités de gestion des micros bassins (CGBV) et le renforcement de leurs capacités (formations et visites d'échange). Dans le cadre du Projet d'urgence, les activités ont permis de réaliser 38 458,77 m³ de seuils (pierre sèche) pour la protection de 12,059 km de ravines (121% d'exécution) accompagné de la plantation d'espèces végétales. Plus de 70 450 unités d'espèces végétales ont été distribuées à 125 bénéficiaires et 42 983 H/j d'emploi ont été créés (14 147 392 GHT redistribués).
5. **Appui aux activités productives.** Pour les deux campagnes (hiver 2017 et printemps 2018), un total de 4321 kits ont été distribués sur 18 PI, par la distribution de: i) 167,21 tonnes de semences ; ii) 98,37 tonnes d'engrais ; iii) 1,43 tonnes de pesticides ; iv) 273 pulvérisateurs et ; v) le labour de 172,54 ha de terre. Des itinéraires techniques et modules de formation ont été élaborés pour encadrer les agriculteurs dans la mise en œuvre et le suivi des activités liées à la campagne agricole. Sept paquets techniques ont été élaborés par les cadres de terrain (y compris ceux des BAC) pour les cultures de riz, maïs, haricot, melon, sorgho et pois de souche. Après 2 ateliers de formation et d'harmonisation entre les cadres, 7 modules de formation ont été élaborés et 18 séances de formation (une par périmètre) réalisées au profit de 358 leaders communautaires. Une séance de recyclage a été organisée au profit de ces participants.
6. **Renforcement des capacités.** Des plans de développement et de gestion ainsi que ceux de mise en valeur des PI ont été élaborés. Les acquis en matière de formation et consolidation des OB / AI incluent : i) la tenue d'une soixantaine de sessions d'information et de sensibilisation en faveur des agents de terrain, des usagers et leurs représentants ; ii) la mise en place d'un comité provisoire d'AI (relais entre usagers et Projet) de gestion à Jouvange et le travail avec 17 comités existants dans 17 PI ; iii) la réalisation et la validation d'un plan de renforcement provisoire pour 18 AI ; iv) la réalisation des activités de renforcement de la coordination et de la communication entre les équipes du MARNDR en vue d'harmoniser les points de vue sur le sujet ; v) la validation, par les équipes de terrain du MARNDR, des thèmes, du plan de formation des AI ainsi que de la méthodologie de mise en œuvre ; vi) la formation des usagers ; vii) le renouvellement de 27 Groupes d'Usagers (Blocs d'irrigation) et 5 Comités directeurs d'AI.

[1] Ingénieurs superviseurs (5), Directeurs des BACs (5), Ingénieurs Départementaux du MARNDR (2) et certains cadres du PPI-3 (RGR et Comptable)

[2] Fauché, et Bécharde (Grand Goâve) ; Dlo Piti et Fort Royal (Petit Goâve) ; Jouvange, Pascal, Demizaine, Clourette, Batardeau et Jouvange (Miragoâne) ; Charlier, Chanterelle (Petite Rivière de Nippes) et Baconnois (Anse à Veau)

[3] L'objectif général était de contribuer au relèvement immédiat des ménages vulnérables des zones rurales touchées des Nippes à la suite du passage de l'Ouragan Matthew

E. Project implementation

a. Development Effectiveness

Effectiveness and Developmental Focus		
Effectiveness	Rating: 4	Previous rating: 3

Justification of rating

14. Dans le cadre de son extension de 18 mois, le PPI-3 a choisi de réduire quelque peu les activités choisies suite à la RMP. Ce recadrage offre au projet toutes les chances d'atteindre ses objectifs généraux, en concentrant les activités sur la réalisation des chantiers d'infrastructures et le renforcement des capacités des organisations de bases (OB) ainsi que des structures déconcentrées de l'état. Cependant, faute d'un suivi plus rapproché et de mesures de sanctions en cas de manquement de la part des prestataires de services, des risques de délais persistent, notamment dans les activités de construction.

Log-Frame Analysis & Main Issues of Effectiveness

Analyse du cadre logique et points saillants de l'efficacité

1. Le cadre logique n'a pas été repris depuis les changements apportés au projet à la mi-parcours puis au moment de l'extension et présente en conséquence de nombreux illogismes. Tous les indicateurs liés à la composante 2.2 (commercialisation) et nombre d'indicateurs SYGRI ayant trait à l'entrepreneuriat, la transformation, l'alphabétisation, au transfert de technologie et à la microfinance doivent être retirés. De plus, ces activités avaient une portée humaine importante : une fois ces activités éliminées, le nombre de ménages que le projet prévoyait de toucher a été réévalué et doit être réajusté dans le cadre logique. Étant donné que les bénéficiaires proviennent chacun d'un seul ménage, ce nombre doit être égal. Le nouveau nombre ménages doit donc être 30 000.
2. Les progrès à noter sont par ailleurs significatifs. En une année, le projet a touché 15 387 ménages, soit 51.3% de son objectif final. Le revenu des ménages n'a pas encore pu être calculés en raison du retard de distribution des intrants de la campagne agricole de printemps 2017, les effets de la campagne d'hiver 2017 n'étant pas encore disponibles et n'ayant donc pas encore pu être analysés.
3. Au sein de la composante 1, mis à part la réhabilitation des périmètres irrigués qui est en cours, et en conséquence le nombre d'hectares irrigués, le projet a atteint ou dépassé 4 de ses objectifs sur 8 du PTBA 2017-2018, et un cinquième est à 91.4% de réalisation. Aucun leader d'OB n'a par ailleurs effectué de visite d'échange.
4. Au sein de la composante 2, certains indicateurs ne sont pas encore mesurés en raison de l'indisponibilité de données clefs. Les données disponibles affichent une réalisation globale d'environ 60% pour 2017-2018, en tenant compte du fait que la sous-composante 2.2 (Appui à la commercialisation) a été éliminée à partir de janvier 2018 et que l'impossibilité de trouver un accord avec l'OPS sélectionné pour réaliser les champs-écoles agricoles (CEA) fait baisser notablement les réalisations de cette composante. Par ailleurs, l'activité de distribution des intrants à travers les vouchers a dû être abandonnée en raison de l'absence de fournisseurs locaux.
5. La composante 3 est en cours de réalisation et présente des avancées importantes. Le projet compte actuellement 30% d'OB fonctionnelles, 50% de réalisation de plans de mise en valeur, 31% de femmes participantes aux associations et comités et 64% de ceux-ci ayant au moins une femme dans leur comité exécutif.

Development Focus		
Targeting and Outreach	Rating: 4	Previous rating: 3

Justification of rating

20. La stratégie de ciblage originelle prévoit un ciblage géographique ainsi qu'un autodiagnostic de vulnérabilité visant à identifier et classer les ménages les plus pauvres et défavorisés qui devraient bénéficier largement des actions prioritaires à mener. Cette stratégie est largement fonctionnelle à travers la délégation des responsabilités de distribution des kits aux CGBV et aux AI. Par ailleurs, l'étude de vulnérabilité a été complétée et les conseillers techniques sur le terrain appuient comités et associations pour l'application des critères établis. Une faiblesse du projet concerne le ciblage systématique des femmes et des jeunes en tant que sous-groupes vulnérables.

Main issues

Points saillants

1. L'une des grandes défaillances de la mise en œuvre de la stratégie de ciblage concerne le manque de stratégie genre, ainsi que la définition d'un quota clair pour la participation des jeunes et l'absence de données désagrégées par âge. Par rapport à la stratégie initiale, l'extension du projet, ayant notablement réduit les activités de la composante 2 (l'appui à la commercialisation et le développement de la micro-finance, deux secteurs traditionnellement d'intérêt pour les femmes, les jeunes et les non-commerçants sans terres) a réduit la possibilité au projet de développer des activités ciblées à ces groupes et, ainsi, son efficacité à mettre en place la

stratégie de ciblage établie initialement.

2. Il est à noter que la stratégie de ciblage n'a également pas été mise à jour, ni au moment de la RMP ni au moment de l'extension, et que de nombreuses activités ayant été développées spécifiquement pour ces groupes cibles, notamment au sein de la composante 2, ont été éliminées. Il est donc recommandé de mettre à jour la stratégie de ciblage pour éviter d'avoir des objectifs de ciblage qui ne correspondent plus aux activités mises en place.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Mettre à jour la stratégie de ciblage pour refléter les changements apportés aux objectifs du projet lors de la mi-parcours ainsi que de l'extension	Coordonnateur de projet / Responsable de suivi-évaluation	05/2018
Dorénavant, la tranche d'âge des participants sera collectée de façon à pouvoir avoir des données désagrégées par âge	Responsable de suivi-évaluation	09/2018

Gender equality & women's participation

Rating: 3

Previous rating: 3

Justification of rating

23. Le projet n'a ni stratégie genre ni point focal genre au sein de l'équipe et le/la consultant(e) n'a pas encore été recruté(e) comme prévu dans le PTBA 2017-2018. Avec l'élimination (à mi-parcours) de deux activités de la composante 2 (commercialisation et microcrédit) et d'une activité de la composante 3 (formation en alphabétisation, santé et nutrition) qui auraient permis de les engager davantage, aucune activité spécifique aux femmes n'est prévue actuellement. En revanche, l'opérateur AAA, chargé de la remédiation environnementale des bassins versants et de la création et de l'appui aux comités de gestion des bassins versants, a élaboré et appliqué une stratégie genre.

Main issues

Points saillants

1. Les efforts de sensibilisation de l'équipe à intégrer les aspects genre au sein des périmètres irrigués ont donné des résultats quant à la participation des femmes aux formations (24% sont des participantes) et la quantité d'AI ayant au moins une femme dans les instances de direction (64%, pour une cible de 80%). En ce qui concerne les résultats du travail d'AAA dans les comités, on relève 35,1% de femmes membres de comités et 27,7% ont des fonctions exécutives. Globalement, donc, le taux de participation des femmes est de 31% sur l'ensemble du projet. Le pourcentage total des femmes membres des AI varie grandement d'un périmètre à l'autre et reflète la distribution sociale actuelle des travaux agricoles dans chaque zone : les femmes propriétaires ou responsables des terres irriguées sont automatiquement membres des associations et dans les cas où les parcelles appartiennent au couple, ce sont majoritairement les hommes qui représentent le ménage.
2. En l'absence d'une stratégie genre, les aspects liés à la réduction de la charge de travail des femmes ne sont pas pris en compte, et les femmes rurales, d'après leur propre témoignage, n'ont ni le temps ni ne voient l'intérêt de participer à la vie associative. De plus, le bas niveau d'alphabétisation et en calcul les gêne et freine leur prise de parole au sein de ces groupes, dominés par les hommes.
3. L'élaboration d'une stratégie genre tenant compte des limitations du projet en temps et en activités permettrait de fixer des objectifs réalistes et à court terme de façon à redresser partiellement la situation et prendre des mesures pour améliorer la sensibilisation des équipes et des bénéficiaires aux trois aspects suivants :
 - o Promouvoir l'émancipation économique afin que les femmes et les hommes vivant en milieu rural participent à l'activité économique et en tirent profit.
 - o Permettre aux femmes et aux hommes d'avoir une voix et une influence égales dans les institutions et organisations rurales.
 - o Répartir plus équitablement les charges de travail et les avantages économiques et sociaux dévolus aux femmes et aux hommes.
4. Il a été convenu d'intégrer les questions relatives à l'égalité hommes-femmes et à la redistribution de la charge de travail des ménages aux modules des CEA prévus dans le cadre du projet, pour pallier à l'absence d'activités concrètes programmées pour ce groupe cible, et de mettre l'accent, via les champs-écoles paysans, sur les besoins qui émergeront de ce travail.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Recrutement du/de la consultant(e) genre le plus rapidement possible.	Coordonnateur de projet / responsable de la passation des marchés	05/2018
Le/la consultant(e) genre élabore la stratégie genre du projet.	Consultant(e) genre / Coordonnateur de projet	06/2018
L'OPS/consultant(e) chargé des champs-écoles aura pour charge d'intégrer les problématiques des relations hommes-femmes au sein des ménages.	Consultant(e) genre et OPS/consultant(e) CEA	12/2018

Agricultural Productivity

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

28. Les bénéficiaires ont reçu des packs agricoles (engrais, pesticides, outils, labour, formations) pour les spéculations telles : maïs, haricot, riz, pois de souche et maraîcher (tomate, piment, aubergine et poivron). Il en ressort la volonté de diversifier la production au sein des PI (dominés par la banane) par l'introduction des spéculations à forte valeur économique pour une plus grande rentabilité des investissements. Si des retards ont été accusés pour la campagne de printemps 2017, celle d'hiver 2017-2018 s'est déroulée dans les délais. Cependant l'efficacité de ces activités n'est pas encore mesurable, en l'absence des récoltes de la campagne d'hiver 2017-2018. La mission note toutefois l'engagement des producteurs pour la production des pois de souche nouvellement introduite.

Main issues

Points saillants

1. Le retard accusé (dû à la passation des marchés) dans la distribution des semences de printemps 2017 n'a pas permis aux bénéficiaires de les utiliser. Durant la campagne d'hiver 2017-2018, il est attendu que ces derniers utilisent les semences des deux campagnes (printemps et hiver 2017-2018). Il est à noter que dans un contexte de post-crise comme celui de la zone d'intervention du PPI 3, l'introduction d'intrants améliorés contribue à la reconstitution du patrimoine agricole jadis existant, dans la mesure où la grande majorité des acquis a été détruite. De manière urgente, il est important que le projet travaille à l'identification des causes réelles de cette faible performance en vue de son amélioration dans les meilleurs délais.
2. L'appui du Projet est orienté vers l'introduction de nouvelles spéculations à forte valeur économique, avec la dispensation des sessions de recyclages techniques, complémentaires aux formations jadis organisées. Cependant, les PMV des PI n'étant pas encore tous disponibles, il est nécessaire d'accélérer le processus de leur finalisation pour la prise en compte des recommandations en matière de renforcement des capacités dans les thématiques à développer lors des formations en faveur des bénéficiaires.
3. Les semences des cultures maraîchères n'étant pas de bonne qualité, leur utilisation n'a pas abouti aux résultats escomptés ; les tests de germination y relatifs n'avaient pas été concluants. Par contre, malgré qu'il soit nouvellement introduit, la culture du pois de souche bénéficie d'un intérêt particulier au milieu des paysans (en plus de les consommer, ils en font une source importante de revenu). La préparation des sols par le recours au labourage a été améliorée avec près de 180 ha traités pour la campagne d'hiver 2017.
4. Des visites d'échanges (04) ont été organisées en faveur des bénéficiaires : 2 à l'Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite (pour la culture du riz) et 2 à Kenscoff (pour la culture maraîchère). Les activités liées aux champs école agricoles (CEA) ne sont pas encore effectives. L'identification de l'OPS en charge est en cours. Durant la mission, l'OPS GID a été identifiée (en raison de ses performances et de ses expériences avérées) pour la mise en œuvre de ces activités. Cette option sera explorée par le Projet avec avis du FIDA.
5. Malgré l'implication des bénéficiaires dans la définition des besoins, il vient que sur certains périmètres, des besoins en semences de la campagne de printemps 2018 n'ont pas été satisfaits suite aux retards accusés par les bénéficiaires dans la remontée de l'information sur leurs besoins. Les superficies emblavées sont cependant de 1 384,12 ha.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Veiller au respect des délais de passation des marchés pour l'acquisition à temps des semences de la campagne de printemps 2018	UGP	04/2018
Recruter un prestataire pour la mise en œuvre des activités des CEA	UGP	05/2018
Compléter les formations techniques des bénéficiaires en se servant des recommandations faites par les PMV	UGP	12/2018

Nutrition	Rating: N/A
------------------	--------------------

Adaptation to Climate Change	Rating: 4	Previous rating: 3
-------------------------------------	------------------	---------------------------

Justification of rating

34. De manière générale, les PI ciblés sont soumis à une combinaison de facteurs de vulnérabilité, incluant notamment le relief et les aléas du climat (fortes pluies ou cyclones). Pour réduire les effets de ces derniers sur les aménagements, des activités de remédiation environnementale ont été réalisées. A date, les travaux physiques incluent : le traitement de 41,828 km de ravines par l'érection de 51 071 m3 de seuils en pierres sèches et la réalisation de 250 macro boutures ; le traitement de 1 115,74 ha de versant et ; la production de 308 574 unités d'espèces végétales. Pour assurer la pérennisation de ces acquis physiques, 11 comités de gestion des bassins versants (CGBV) ont été constitués et renforcés dans leurs capacités (formation, visites d'échanges).

Main issues

Points saillants

1. En raison des retards accusés au démarrage de la mise en œuvre du protocole d'accord avec AAA, toutes les activités initialement identifiées n'ont pas été exécutées. Celles restantes incluent : i) la mise en terre de 11 000 plantules à Charlier ; ii) la formation (module de gestion des projets avec mise en situation) des CGBV et ; iii) la légalisation (obtention des certificats) des CGBV (seul un CGBV parmi les 11 a reçu autorisation de la mairie, la première d'une série de trois étapes du processus de légalisation). Par ailleurs, la mise en œuvre de ces activités de remédiation environnementale a permis de : i) créer 116 090 H/j d'emploi (environ 34,8 millions GHT) et de toucher 12 097 bénéficiaires dont 30% de femmes (pour les activités de la RMP), et ; ii) atteindre 125 bénéficiaires et de créer 42 983 H/j d'emploi, soit 14 147 392 GHT redistribués (pour le compte du Plan d'urgence).
2. La nécessité pour AAA de poursuivre et achever les activités non encore terminées se justifie par l'impérieux besoin de : i) renforcer et d'accompagner les CGBV afin d'en faire des entités viables et clés pour la durabilité des acquis en matière de remédiation environnementale ; ii) doter les CGBV d'une personnalité juridique et ; iii) protéger les ravines non encore traitées à Charlier. Par ailleurs, une prolongation (sous forme d'avenant) du protocole de AAA permettra aussi de : i) corriger les défauts (plantules qui n'ont pas germé) survenus après les mises en terre de la première série de plantules ; ii) impliquer davantage les Services Techniques et d'Exécution du MARNDR (STE) dans le dispositif d'exécution pour plus d'appropriation et un bon suivi après le projet ; iii) réaliser des travaux complémentaires de correction sur les sites à risques (éboulement sédimentaire) des PI exposés pour protéger les canaux et autres ouvrages.
3. A la suite des échanges avec AAA, deux scénarii de proposition d'action sont envisagés : 5 mois d'intervention avec la finalisation du contenu des activités prévues ou 8 mois d'intervention avec un contenu optimal dans les activités (y compris les travaux complémentaires et supplémentaires). Des propositions d'offre (technique et financière) de ces 2 options seront soumises au FIDA par AAA pour avis. La méthodologie d'intervention retenue pour cette rallonge confère plus de responsabilités aux CGBV dans la mise en œuvre des activités.

b. Sustainability and Scaling up

Institutions and Policy Engagement	Rating: 3	Previous rating: 3
---	------------------	---------------------------

Justification of rating

38. Le PPI-3 devrait davantage s'aligner sur des stratégies sectorielles visant à réhabiliter des canaux d'irrigation mais contribue également au renforcement des compétences locales des bénéficiaires des PI. Ces comités d'usagers locaux et comités de gestion des bassins versants installés avec l'appui du projet constituent des relais techniques importants pour la suite des actions du projet. Par ailleurs, dans le cadre de la prolongation du protocole d'accord avec les BAC et DDA, il s'avère urgent de réfléchir à l'implication post-projet des représentants de ces institutions (voir section sur la stratégie de sortie).

Main issues

Points saillants

1. Le PPI-3 s'efforce à s'insérer dans les grandes lignes définies par le MARNDR pour la prise en compte effective de la stratégie de valorisation des eaux d'irrigation. Les actions portées par ce projet sont destinées à renforcer les compétences locales des usagers locaux et à assurer une meilleure prise en charge de la gestion effective des systèmes irrigués par les bénéficiaires. D'autres actions consistent à installer des CGBV pour une approche intégrale amont-aval des PI. Ces deux actions sont d'ordre structurel et complémentaire et contribueront à renforcer la stratégie de sortie du projet.
2. Des comités d'usagers, relais indispensables des actions de protection des canaux auront à assurer l'interface

entre les utilisateurs d'eau et les structures du MARNDR. Ces comités requièrent un niveau de compétence locale adapté à leurs besoins. Parallèlement, il convient également de noter que, de par la constitution de leur affiliation (diversité des membres impliquant des représentants de la mairie, des services techniques, des organisations paysannes, la société civile, etc.) la légalisation des CGBV ne saurait suivre la procédure des associations, qui elle, requière une affiliation totalement différente. Actuellement, il n'existe pas dans le pays aucun cadre réglementaire pouvant accompagner et justifier la légalisation de ces CGBV. Il s'avère donc indispensable qu'un dialogue politique soit ouvert par le MARNDR/PPI 3 avec le Ministère en charge des affaires sociales et celui de l'environnement pour l'élaboration et l'adoption de ce cadre législatif réglementant le fonctionnement de ces comités. Ce dialogue permettra une meilleure légitimité de ces nouvelles structures qui pourraient pleinement jouer leur rôle.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Proroger du protocole d'accord avec les BAC et DDA	UGP	04/2018
Initier le dialogue politique avec les institutions concernées en vue de définir un cadre législatif favorable à la création des CGBV.	UGP	05/2018

Partnership-building

Rating: 4

Justification of rating

41. Le PPI-3 s'appuie sur deux DDA, sur la DIA, la Direction des ressources forestières et des sols (DRFS) et sur l'AAA pour effectuer quelques actions d'aménagements sur des bassins versants. Par ailleurs, le PPI-3 a un contrat avec le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) pour un appui de ce dernier en gestion administrative et financière qui a permis d'améliorer la performance financière et fiduciaire du projet. Le PNUD est également bénéficiaire d'un don du FIDA qui permet le renforcement des capacités des cadres du MARNDR en planification et suivi-évaluation. Ces relations de partenariats ont permis au projet de lancer quelques travaux et d'en suivre leur exécution sur le terrain.

Main issues

Points saillants

1. Grâce aux partenariats établis avec les deux DDA, le projet a contribué aux travaux de labourage sur 156,46 ha (118,06 ha : Région Goâviennne et 38,4 ha dans les Nippes) pour la campagne agricole d'hiver 2017.
2. Cette action a permis de rattraper le retard accusé dans les activités d'appui à la production agricole (la préparation du sol) en augmentant de manière considérable les surfaces à emblaver pour la dernière campagne agricole.
3. Par ailleurs, l'appui de la DIA a accru de manière importante la supervision des chantiers grâce au déploiement des ingénieurs-superviseurs affectés aux sites de réhabilitation des PI. La mission a d'ailleurs noté que ces ingénieurs-superviseurs réalisent un travail de qualité. Parallèlement, le personnel des STE a été impliqué dans la formulation des modules de formation et leur dispensation en faveur des bénéficiaires. Ces partenariats avec les STE sont positifs pour la mise en œuvre de la stratégie de sortie du projet. Par ailleurs, le partenariat avec AAA a permis de réaliser un volet de la composante remédiation environnementale liée au développement des PI. Bien qu'ayant connu des difficultés dans son démarrage (période d'urgence, sécheresse et autres), ce partenariat a permis au projet de réaliser d'importants travaux physiques et de renforcement organisationnel. Ces travaux sont d'un acquis important dans la pérennisation des aménagements des PI.
4. En principe terminé le 31 décembre 2017 (en lien avec la précédente date d'achèvement du PPI-3), le partenariat avec AAA devrait être prolongé. En effet, cela permettra d'achever (au moins) les activités initialement prévues ou d'en réaliser d'autres complémentaires (au mieux) à la demande de la Coordination du PPI-3. Une mission conjointe AAA et PPI-3 sera rapidement effectuée en mars 2018 afin d'identifier les travaux complémentaires et/ou supplémentaires sur les 11 PI dans l'ère du projet en vue de la formulation des options possibles de consolidation des acquis déjà obtenus.
5. Par ailleurs, la DRFS est intervenue durant tout le processus (planification, programmation, mise en œuvre, supervision et évaluation) de mise en œuvre des activités de remédiation environnementale réalisées par AAA.
6. Conformément à l'une des requêtes incluses dans la demande de prolongation du PPI-3 et afin d'assurer le soutien continu du PNUD en gestion administrative et financière, le projet devra prolonger le contrat qui le lie au PNUD jusqu'à la nouvelle date de clôture.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Accorder un avenant au protocole de AAA aux fins d'achever les activités initiées avec possibilité d'en réaliser de nouvelles	UGP	04/2018
Renouvellement du contrat établi entre le PPI-3 et le PNUD pour l'assistance administrative et financière du projet	UGP	05/2018

Justification of rating

48. Des progrès ont été constatés dans le domaine de l'expansion du capital social et humain. Les plans de gestion et de développement ainsi que les plans de mise en valeur des périmètres irrigués ont été complétés à 92%, et les formations en politiques du MARNDR en matière d'irrigation et de fonctionnement d'une AI sont complétées à 90%. La structuration et restructuration des associations est en cours, ainsi que le renouvellement des comités de gestion (5 sur 14 ont tenu leurs élections). Au rythme d'avancement actuel, il est prévu que le projet atteigne ses objectifs dans ce domaine, mis à part ceux liés au renforcement des capacités des femmes et à leur représentation au sein des cadres des associations et comités.

Main issues

1. Les aspects de renforcement du capital social ont été efficacement pris en compte par le projet, mis à part les questions relatives à l'émancipation des femmes, comme exposé plus haut. Il est important que le projet mette dorénavant un accent prononcé sur la préparation des associations à prendre en main la gestion des périmètres et de sa vie associative dans le cadre d'une stratégie de sortie du projet visant à assurer la pérennité de l'intervention.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
S'assurer que la stratégie genre intègre les questions relatives au renforcement des cadres féminins.	Consultant(e) genre	12/2018

Justification of rating

50. Le projet prend plusieurs mesures pour s'assurer de la participation des bénéficiaires au projet, notamment: (1) des réunions de planification pré-campagne culturelle où les membres de associations déterminent le type d'intrants et kits dont ils ont besoin; (2) un contrôle de la distribution de ces kits et semences à ses membres, selon des critères de vulnérabilité préétablis de façon participative et sous la supervision d'un cadre de terrain; (3) une bonne compréhension et une effective utilisation des canaux de communication avec le projet en cas de problèmes ou conflits et; (4) la participation à l'évaluation des campagnes de distribution et des formations octroyées par le projet. La contribution des bénéficiaires sur les travaux des périmètres est évaluée à USD 68 108,88.

Main issues**Points saillants**

1. Le projet a élaboré une approche efficace et complète pour s'assurer de la participation des bénéficiaires. En conséquence, ceux-ci ont une connaissance approfondie des activités et s'impliquent activement dans la définition et le contrôle de qualité (1) des travaux de construction de l'infrastructure, (2) des intrants et outils distribués, (3) de la formation reçue. Sur le périmètre irrigué de Dlo Piti, les travaux initialement prévus ont été modifiés à la demande des membres de l'AI (requête documentée par le projet), avec pour objectif de couvrir de nouvelles surfaces (pour une extension de 40 ha supplémentaires du périmètre irrigué), compte tenu de la réduction des espaces cultivables sur le périmètre prévu initialement suite au phénomène d'urbanisation du périmètre.
2. La pérennisation des acquis physiques est aussi fonction du niveau d'appropriation des bénéficiaires, par ricochet leur implication lors de l'exécution des travaux. Les travaux de remédiation environnementale ont été exécutés par les bénéficiaires au travers des CGBV, dont les capacités techniques et managériales ont préalablement été renforcées. De même, la réhabilitation des PI connaît la participation massive des bénéficiaires (sous forme de main d'œuvre qualifiée ou non) conformément aux orientations prescrites par les cahiers de charge d'exécution. La contribution des bénéficiaires atteint un total GHT 4 767 621,25 (USD 68 108,88).
3. La mise en œuvre des activités de remédiation environnementale a permis de : i) créer 116 090 H/j d'emploi (environ GHT 34,8 millions, soit USD 497 142,85) et de toucher 12 097 bénéficiaires dont 30% de femmes (pour les activités de la RMP), et ; ii) atteindre 125 bénéficiaires et de créer 42 983 hommes/jour d'emploi, soit GHT 14 147 392 (USD 202 107,6) redistribués (pour le compte du plan d'urgence). Pour la réhabilitation des cinq PI, un total de 6 650 personnes/jour ont été comptabilisés, dont 1 328 sont des femmes (soit 20%).
4. Une difficulté relevée au sujet de la contribution des bénéficiaires est liée à la présence d'ONGs dans la zone du projet qui octroient des dons ou paient des salaires trop élevés par rapport au marché du travail, ce qui rend difficile l'acceptation, par les bénéficiaires, de devoir contribuer, que ce soit financièrement ou en nature, aux activités du PPI3. Les mesures d'atténuation de cette difficulté consistent essentiellement en la sensibilisation des bénéficiaires sur le terrain à l'approche du FIDA en matière de contribution (en cash ou en main d'œuvre) ainsi que la différence entre cette intervention et celles d'urgence post-Matthew.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Les tables de concertations locales peuvent servir de plateforme pour soulever les problèmes et tenter de trouver une solution commune	Cadres de terrain	12/2018

Responsiveness of Service Providers

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

55. Les résultats des prestataires de services (OPS) sont divers. Pour la composante 1 elles sont à la hauteur des attentes et pour la composante 2, les résultats sont mitigés. L'AAA a exécuté la presque totalité des activités initialement ciblées, dans les délais impartis et avec qualité tel que le confirment les précédentes missions du FIDA et celle conjointe MARNDR/AAA (décembre 2017). Pour les cinq PI en réhabilitation, la qualité d'exécution des travaux est satisfaisante. Malgré le retard de SOCAP (Charlier et Baconnois), il est espéré (compte tenu de la mobilisation sur le chantier et des mesures prises par la mission) que les travaux seront accélérés afin d'achever les tâches critiques (les prises) avant le début des pluies. Parmi les OPS chargés d'élaborer les plans d'aménagement et de gestion des PI, seule une a été à la hauteur de la tâche selon le projet, malgré les mesures prises durant le processus.

Main issues

Points saillants

1. Les activités de remédiation environnementale n'ayant pas été toutes achevées, AAA s'est dit disposée à poursuivre et achever ce qui reste à faire (et même plus), ceci dans le cadre d'un avenant au protocole actuel, et suivant les termes et conditions à négocier avec le Projet.
2. Pendant les visites de terrain, une évaluation du niveau d'exécution physique des travaux de réhabilitation des PI a été faite avec les firmes. Les taux varient d'un site à un autre : Charlier (20%), Baconnois (15%), Dlo Piti et Chanterelle (60%), Fauché (40%). Les travaux ont démarré entre la 2ème et 3ème semaine de novembre 2017, après émission de l'ordre de service en début novembre. À moins de deux mois de la fin des contrats, l'attention des firmes a encore été (en plus des multiples rappels du projet) attirée sur la nécessité d'achever les travaux dans les délais et selon la qualité prescrite par les cahiers de charge. Pour chaque site, le chronogramme a été actualisé (en accord avec les firmes) de manière détaillée, sous forme de « **Chronogramme d'activités d'urgence** » dont le suivi scrupuleux garantira le respect des délais. Il s'agit d'un outil d'aide au suivi des travaux. Pour SOCAP, la date du 15 mars a été fixée (notification par le projet) comme délai de rigueur pour une évolution des travaux. À cette date, et en l'absence d'une amélioration significative, le contrat sera résilié et attribué à l'une des 2 autres firmes performantes. Avant le 15 mars, la supervision du PPI 3 renseignera les indicateurs d'amélioration pour une anticipation dans les décisions en cas de besoin.
3. Les OPS chargés d'élaborer les plans d'aménagement et de gestion des PI.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Finaliser l'élaboration de l'avenant au Protocole de AAA en vue de l'achèvement des activités résiduelles et la réalisation de celles complémentaires	UGP/AAA	04/2018
Veiller au respect de l'exécution des travaux de réhabilitation des PI suivant le chronogramme d'urgence établie lors de la mission	UGP	12/2018

Environment and Natural Resource Management

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

59. Aucune activité directement liée à la gestion des ressources naturelles n'est envisagée. La plantation de diverses espèces végétales pour traiter les ravines et versants va cependant contribuer à régénérer le patrimoine végétal et les ressources en eau souterraine (et par ricochet sur les PI). La gestion de l'environnement cible surtout la réhabilitation des PI. Ayant constaté leur non prise en compte par les études techniques, les missions précédentes ont recommandé de réaliser les plans de gestion socio-environnementale sur chaque PI de superficie supérieure ou égale à 100 ha, conformément aux exigences en la matière. Avant le début des travaux, des investigations et recommandations ont été faites présentant les enjeux environnementaux liés à la réalisation des travaux sur chaque PI.

Main issues

1. La question du maintien en eaux des PI a été une préoccupation sur les périmètres en cours d'exploitation agricole (Charlier et Fauché surtout). Pour remédier à tout mouvement social pouvant être engendré par cette

situation, la DIA a pourvu à des pompes dont l'utilisation est une alternative au recours à l'utilisation des canaux pour satisfaire les besoins en eau des plantes parvenues à un stade critique de leur développement.

2. Pour une utilisation efficiente et efficace des PI (gestion des tours de l'eau et entretien des ouvrages), l'élaboration d'un Plan de gestion intégré du PI (eau et entretien des installations) est indispensable, comme outil d'aide à la durabilité des investissements réalisés. Rattaché à chaque PI, cet outil devra être à la disposition de chaque AI pour un meilleur suivi des opérations. Il définira les rôles et responsabilités des acteurs dans la gestion holistique des PI, tout en gardant un lien avec les bassins versants.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Actualiser les plan de gestion socio environnemental des PI (>100 ha) à réhabiliter en phase II	UGP	04/2018
Elaborer un Plan de gestion intégré (tours de l'eau et d'entretien des ouvrages) pour chaque PI en cours de réhabilitation	UGP	06/2018

Exit Strategy

Rating: 3

Previous rating: 3

Justification of rating

62. Le projet ne possède de document de stratégie de sortie, mais l'équipe travaille sur les aspects suivants : (1) mise en place et renforcement des OB (AI, CGBV), (2) renforcement des structures déconcentrées du MARNDR sur le terrain pour les préparer à prendre la relève du suivi des activités et (3) plaidoyer au sein du MARNDR pour prévoir de mettre des moyens à disposition de ses structures déconcentrées pour effectivement être en mesure d'assurer cette relève et de pérenniser les interventions. Les aspects institutionnels et légaux, l'appropriation du projet par les parties prenantes et le budget ne sont pas encore assurés, mais ils sont pris en compte.

Main issues

Points saillants

1. Les bénéficiaires continuent à opérer dans une logique d'assistanat. Il appartient donc au projet d'accompagner les responsables des structures déconcentrées de l'Etat sur le terrain afin d'améliorer la situation en faveur d'une vision de développement et d'investissements à moyen et long termes en faveur des bénéficiaires. Il est recommandé que le projet procède au développement d'une stratégie formelle de sortie avec la participation, en concertation et avec l'accord des parties prenantes, de façon à en assurer l'appropriation. Un document commun aurait également comme objectif de mettre en place un plan concret décrivant étapes, obstacles et responsabilités de chaque acteur. La responsabilité du projet sera de suivre et de faciliter la réalisation de ce plan.
2. D'autre part, durant la phase de prolongation de son mandat, AAA développera une stratégie de sortie en rapport avec les activités de remédiation environnementale. Il s'agira de définir, sur la base des acquis en matière de mise en œuvre des activités, quels pourraient être les parties prenantes et leurs rôles dans les perspectives de la durabilité des acquis.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
document de stratégie de sortie en rapport avec les activités de remédiation environnementale en participation avec les parties prenantes	AAA	05/2018
Élaborer un document de stratégie de sortie en concertation et de façon participative avec les parties prenantes (projet, bénéficiaires et MARNDR)	Coordonnateur de projet	06/2018

Potential for Scaling-up

Rating: 3

Previous rating: 3

Justification of rating

65. Aux niveaux technique, financier et managérial, le PPI 3 a bénéficié des leçons apprises des précédents PPI. Pour sa mise en œuvre actuelle, un domaine potentiel qui pourrait être mis à l'échelle est le mécanisme de financement à coûts partagés (expérience avec AAA), qui a ciblé les activités de remédiation environnementale. Par ailleurs, sur l'ensemble des PI du PPI 3, les AI constituaient déjà une base de restructuration et de renforcement pour l'atteinte des objectifs visés par le projet. Il est aussi à espérer que l'ensemble des OB appuyés par le PPI 3 (CGBV pour le traitement des BV et AI pour la gestion des PI) puissent agir sur une autre échelle dans la continuité des aptitudes et capacités acquises, pour répondre aux besoins d'autres initiatives après la fin du projet.

Main issues

Points saillants

1. Le PPI-3 a bénéficié des acquis de ses anciennes expériences dans le temps. Cette approche a consolidé les opérations en cours et facilité l'ensemble des interventions dans les domaines de la production agricole et de la réhabilitation des canaux. La mission a par ailleurs constaté que les actions développées par le PPI-3, sur les cinq périmètres visités, ont été fortement appréciées par la population locale et bénéficiées d'un fort ancrage organisationnel. Les différents comités d'usagers et comités de gestion des bassins versants, émanant du projet, maîtrisent parfaitement bien les activités en cours, celles qui restent à faire et seront prêts à assurer la suite du projet. Cependant, ils auront besoin de se renforcer. Ces travaux de renforcement organisationnel devront à terme permettre aux comités d'usagers et de bassins versants d'assurer le relai technique pour la diffusion des compétences techniques nécessaires. Le rôle des structures techniques du MARNDR (BAC, DDA) sera indispensable.

c. Project Management

Quality of Project Management	Rating: 4	Previous rating: 4
-------------------------------	-----------	--------------------

Justification of rating

67. La finalisation du recrutement de l'UGP indépendante pour le PPI-3 (depuis septembre 2016) et les améliorations apportées aux questions fiduciaires et de planification (grâce au soutien du PNUD) expliquent depuis lors pourquoi la qualité de la gestion financière s'est nettement améliorée. L'UGP a assuré une bonne formation de son personnel technique. Les 5 Ingénieurs-superviseurs, les 5 Directeurs des BAC, les 2 Ingénieurs Départementaux du MARNDR et certains cadres du PPI-3 ont tous été formés. Parallèlement, un nouvel ingénieur sera recruté pour compléter l'équipe pour la supervision des chantiers.

Main issues

Points saillants

1. Un atelier de lancement des travaux de réhabilitation des PI a été organisé par le PPI-3 en présence du Ministre du MARNDR le 21 novembre 2017 et une mission de suivi des travaux a été effectuée par la Direction Générale le 20 février 2018. Ces visites ont permis de pallier certaines difficultés relatives à l'approvisionnement en matériaux par la SOCAP.
2. Les activités relatives aux infrastructures rurales et à la gestion des bassins versants se sont jusqu'à lors déroulées comme prévu dans le timing. AAA et deux des trois partenaires (Plan Consult et SOCAEE) ont assumé ces travaux. Cependant, d'autres actions prévues sur les sites du projet s'exécutent avec quelques retards, notamment celles concernant le lancement de la mise en place CEA et celles intégrant les femmes dans certaines composantes du projet.
3. Les missions de supervision s'exécutent sur le terrain avec les instances techniques du MARNDR et cette approche contribue au renforcement de la compétence interne de la DIA et de l'équipe du projet. Cette disposition améliore la performance et la qualité de la supervision.
4. Les cadres du projet assurent une bonne supervision des travaux sur le terrain. Le déploiement du personnel cadre et des superviseurs du PPI-3 ont permis de résoudre plusieurs échanges techniques avec les bénéficiaires et l'entreprise SOCAP SA pour l'amélioration de la qualité de ses opérations. Il est résolu que le projet recrutera un nouvel ingénieur pour renforcer son personnel technique.
5. Par ailleurs, l'UGP a accueilli des stagiaires de l'Université d'Etat d'Haïti qui se sont impliqués dans l'évaluation de la campagne agricole de printemps 2017 et dans la passation des marchés. L'UGP envisage de continuer ce type de collaboration avec cette université.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Recrutement d'un nouvel ingénieur de supervision	UGP	04/2018

Knowledge Management	Rating: 2	Previous rating: 3
----------------------	-----------	--------------------

Justification of rating

72. Le projet ne possède pas de stratégie de gestion des savoirs et n'a mis en place aucun processus systématique de collecte, d'analyse et de mise en forme des connaissances et des leçons dans le but de les disséminer à des publics cibles précis. Peu d'activités de partage des savoirs ont été réalisées – réunions à divers niveaux, visites d'échanges entre associations d'irrigants – mais la documentation des résultats est très limitée. Il est recommandé à ce stade de développer un plan de gestion des savoirs pour les différents publics du projet, tout en continuant les visites d'échanges et en mettant en place les CEA, et d'inclure ces activités dans le PTBA 2018-2019, en y incluant un budget et des

responsabilités claires.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Développer un plan de gestion des savoirs pour la période restante du projet	Responsable suivi-évaluation	05/2018

Value for Money

Rating: 4

Justification of rating

73. Pour les PI ciblés, la moyenne générale des coûts unitaires de réhabilitation est USD 5740/ha, contre USD 2800/ha prévus par la RMP. Ce dépassement pourrait s'expliquer par la construction des ouvrages de prises (sur tous les PI). Cependant, la nécessité d'intervenir sur les prises, compte tenu de l'état physique et de fonctionnement initial de ces PI, est évidente. La qualité des travaux est globalement très satisfaisante et respecte les prescriptions techniques relatives. Par ailleurs, bien qu'il ne soit pas évident de déterminer les coûts unitaires de traitement des bassins versants (incluant les versants et les ravines), et en l'absence de référentiels la qualité très satisfaisante du travail réalisé par AAA est reconnue par toutes les parties prenantes.

Main issues

Points saillants

1. Si l'on considère l'ensemble des PI, le coût unitaire le plus élevé est celui de Charlier (USD 7775), suivi de Chanterelle (USD 7252), de Dlo Piti (USD 6338), de Fauché (USD 5050) et de Baconnois (USD 2283). La différence des coûts unitaires se justifie aussi par l'augmentation des coûts des matériaux sur le marché.
2. Pour l'ensemble des activités de réhabilitation des PI, un dispositif de suivi et de supervision est mis sur pied pour assurer le respect des cahiers des charges techniques, pour une bonne qualité des livrables : un superviseur affecté à un seul site. Ceci permet d'accélérer la prise de décision et de veiller à la bonne exécution des prescriptions techniques. En l'absence d'un des superviseurs de site (accidenté), le projet est en voie de recruter un suppléant pour combler le déficit.
3. Durant la mission, des travaux supplémentaires ont été identifiés sur certains périmètres. Après examen de leur consistance et de leur pertinence en rapport avec la consolidation des efforts en cours, la mission recommande leur prise en compte, sous réserve qu'ils s'inscrivent dans la fourchette des montants des avenants respectifs à chaque cas.
4. Par ailleurs, la mission a constaté l'utilisation des matériaux (agrégats) de moindre qualité par SOCAP à Charlier et Baconnois (après dénonciation du recours au ciment de moindre qualité par le projet) et interpellation a été faite (avec notification par le projet) à se conformer aux prescriptions techniques établies dans le contrat.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Finaliser le recrutement d'un ingénieur junior pour assurer la supervision de site de travail	UGP	04/2018

Coherence between AWPB and Implementation

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

78. Le projet a redoublé d'efficacité au cours de la dernière année pour réaliser les activités programmées et s'assurer de la progression vers ses objectifs et environ 83% des activités ont été réalisées ou le seront dans les temps prévus. Malgré les pressions faites par le projet, des faiblesses ont été relevées par la mission au niveau de sa capacité à sanctionner les prestataires de services et entreprises dont les résultats sont insatisfaisants. En revanche, les activités directement du ressort du projet avancent dans les temps et avec de bons résultats.

AWPB Inputs and Outputs Review and Implementation Progress

Revue du PTBA

1. De manière générale, la mise en œuvre des activités du projet est satisfaisante. Les activités dont le taux de réalisation est inférieur à 70% sont présentées et expliquées ci-après.
2. **Composante 1.** La réhabilitation des périmètres irrigués n'a pas atteint les niveaux escomptés, notamment sur les périmètres sous la responsabilité de l'entreprise SOCAP. Les taux de réalisation technique estimés à date, 40 jours avant la fin des contrats sont : Fauché : 40% (SOCAEE); Dlo Pitty : 60% (Plan Consult); Charlier : 20% (SOCAP); Chanterelle : 60% (Plan Consult); Baconnois : 15% (SOCAP)
3. À ce stade, et étant donné que la saison des pluies risque de retarder de plusieurs mois la réalisation des prises, aucun retard ne sera toléré. Chaque entreprise a par conséquent présenté un chronogramme qu'elle est tenue de respecter, et le projet s'est engagé à suivre le respect de celui-ci tous les cinq jours.

4. Les visites d'échange des cadres des associations est prévue pour le troisième trimestre, une fois les associations terminent leur processus d'élection.
5. Les formations en gestion de périmètres irrigués sera effectué une fois les travaux de réhabilitation terminés.
6. **Composante 2.** Le labourage de parcelle (31% de réalisation sur les 500 ha prévu) est faible en raison du mauvais état des tracteurs disponibles.
7. L'aménagement des périmètres par rapport au nombre total avec des techniques améliorées n'a pas été calculé et la distribution tardive des intrants au printemps 2017 n'a pas permis de mesurer les rendements obtenus attribuables aux actions du PPI3.
8. La formation en méthodes et techniques de production agricole est en cours et n'a pas encore commencé pour l'exercice 2017-2018.
9. Les visites d'échanges n'ont également pas été réalisées.
10. L'activité champs écoles agricoles n'a pas commencé faute d'accord avec l'IICA pour la mise en œuvre de ce volet.
11. Toute la sous-composante commercialisation a été retirée du projet pour la phase d'extension, en raison des retards dans la réalisation des activités par le prestataire de services UFAPAL au premier trimestre. L'UGP propose que ces activités soient rattachées en partie au volet champs écoles agricoles avec des objectifs moins ambitieux.
12. **Composante 3.** Le renforcement des capacités des organisations est en cours et il est prévu de terminer et de mesurer nombre d'activités de ce volet d'ici la fin de l'exercice. La moyenne de réalisation des activités mesurées est de 39%.
13. La stratégie genre n'a pas été élaborée. Le retard sur cette activité est en partie due au retard d'obtention de la non-objection du FIDA. Il est prévu que cette activité se réalise au cours du troisième trimestre.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Suivre activités déléguées aux prestataires de services et rechercher solutions	Coordonnateur du projet (UG)	12/2018

Performance of M&E System

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

92. Le système de suivi-évaluation est adéquat et répond aux besoins de l'UGP en suivi, prise de décision et génération de connaissances au niveau du projet. Les données sont collectées de façon participative avec les bénéficiaires avant et après chaque activité et les résultats des évaluations participatives et de l'auto-évaluation sont utilisés pour rectifier ou améliorer les interventions. Le système compte plusieurs niveaux : un suivi-évaluation participatif, la supervision directe des cadres de terrain et la vérification ponctuelle des cadres de l'UGP. Les données collectées sont stockées sur des fichiers Excel puis insérées dans le système TOMMONITORING et dans les systèmes de collecte du MARNDR. Les rapports sont complets et fournis à temps.

Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)

Rating: 4

Justification of rating

NA

SECAP Review

NA

d. Financial Management & Execution

Disbursement by financier

Type	Name	Current Amount	Disbursed Amount	Actual Rate
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	\$1,023,276	\$0	0.0%
	National Government	\$1,982,500	\$325,425	16.4%
Co-financing breakdown,	Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture	\$348,478	\$0	0.0%

Justification of rating

93. Au 23/02/2018, les décaissements sur les ressources FIDA sont de 60%. Le taux de décaissement effectif a été jugé « Modérément Insatisfaisant ». Cette évaluation est impactée par le démarrage effectif tardif du projet (3 ans) et l'extension de la date d'achèvement de 18 mois. Il est à noter qu'au cours des 12 derniers mois, le projet a soumis 5 Demandes de retrait de fonds (DRF) pour un total de de USD 2,4 millions ; soit un rebond positif de 43% en termes de décaissement global des fonds FIDA.

Main issues**Points saillants**

1. Dans la perspective de l'accélération de la phase d'exécution des contrats, la mission a examiné le plan de passation de marchés (PPM), le plan de trésorerie y rattaché et sa mise en place. En fonction de ce plan le projet présente un besoin de trésorerie trimestriel autour de USD 2 millions. Ainsi le montant de l'avance initiale sera revu à la hausse pour atteindre USD 2 millions (initialement USD 1,5 millions).
2. Au cours de la mission, il a été discuté de la mise en place du Portail Clients du FIDA qui permettra des délais plus courts pour le traitement des DRF soumises au FIDA. Le processus a été lancé et les lettres de notification sont en cours d'envoi par le FIDA aux Ministère de l'économie et des finances (MEF) et MARNDR. Il est attendu que la DRF pour le complément de l'avance initiale, de USD 500 000 sera soumise à travers le portail.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Revoir à la hausse le montant l'avance initiale accordée au projet	Officier des Finances FIDA	03/2018
Initier la mise en place du Portail Clients du FIDA pour la soumission des DRFs au FIDA.	FIDA/MEF/MARNDR	03/2018

Fiduciary Aspects**Justification of rating**

96. La fiabilité et l'exhaustivité de l'information financière générée par le système d'information financière permet une traçabilité des transactions financières du programme, leur rattachement par source de financement et une lisibilité sur les engagements financiers à apurer avant la clôture. A ceci s'ajoute une séparation effective des tâches ; et un rôle renforcé de l'équipe fiduciaire au sein de l'unité de coordination. La mission a constaté que toutes les recommandations de la précédente mission ont été ou sont en cours de mise en œuvre.

Main issues**Points saillants**

1. Le projet, avec l'appui de l'assistance technique internationale fournie par le PNUD, a pu mettre en place les recommandations des missions précédentes et rendre effective une série de mesures liées à la qualité du système de contrôle interne, à la ségrégation des tâches et l'automatisation de la majorité des flux financiers au niveau du logiciel de gestion comptable TOMPRO.
2. Ainsi les actions entreprises depuis la RMP ont été (i) la mise en place du module Budget sur TOMPRO et l'entrée des données du PTBA pour un suivi mensuel entre les prévisions et les réalisations ; (ii) la mise en place du module de gestion de devises et de contrôle des transactions selon le principe FIFO ; (iii) la mise en place du module TOMARCHES lié à la gestion des marchés avec un interfaçage automatique avec la comptabilité ; (iv) le renforcement de l'équipe comptable par une assistante administrative et un aide-comptable en plus du Responsable Administratif et Financier permettant une ségrégation des tâches au niveau du contrôle des documents comptables, de l'imputation et de la revue des transactions ainsi que la préparation des DRF ; (v) le renforcement des moyens techniques par l'acquisition de nouveaux équipements informatiques permettant à l'équipe comptable de mieux se dédier à ses tâches ce qui s'est reflété par des données comptables mises à jour à la date d'intervention de la mission ; (vi) la mise en place d'un Plan de Continuité d'Activité par le scan systématique et l'archivage électronique au niveau de serveurs sécurisés de l'ensemble des documents légaux et comptables du projet permettant d'éviter la perte de données, aussi par la construction de locaux dédiés à l'archivage physiques des documents au sein du MARNDR ; (v) la mise en place et la participation à des formations afin de renforcer les capacités et (vi) la soumission au FIDA de rapports financiers trimestriels y compris le suivi de la contribution en nature du Gouvernement.

Justification of rating

Etats financiers et travaux des auditeurs externes soumis dans les délais et conduits selon les normes internationales et règles du FIDA.

Main issues

Les TdR ont reçu la non-objection du FIDA et ont inclus la prise en considération par les auditeurs des changements des normes internationales d'audit et du nouveau Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds. Les états financiers audités ont été soumis dans les délais requis et sont conformes aux directives du FIDA et normes internationales en la matière.

Counterparts Funds	Rating: 4	Previous rating: 3
---------------------------	------------------	---------------------------

Justification of rating

101. La mobilisation des fonds de contrepartie en espèces ne s'est pas encore réalisée vu qu'elle sera liée aux activités de préservations des infrastructures réalisées et de l'accompagnement des bénéficiaires. Il est à signaler que la contribution en nature et exemption de taxes non inscrite dans le budget du projet a été évaluée à USD 325 425 et permet de couvrir 33% de la contribution du Gouvernement initialement budgétisée.

Main issues

Points saillants

1. Avec l'extension de la date d'achèvement du projet, il est attendu qu'une contribution du gouvernement de l'ordre de USD 155 000 (équivalent à 10 million Gourdes) soit inscrite sur le budget complémentaire de l'année fiscale 2017-2018.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Débloquer de la contribution du Gouvernement pour les activités à mettre en place pour un montant de 10 million Gourdes.	MARNDR/MEF/Coordination PPI-3	04/2018
Continuer le suivi de la contribution des bénéficiaires	Responsables Suivi & Evaluation et Financier	12/2018

Compliance with Loan Covenants	Rating: 6	Previous rating: 5
---------------------------------------	------------------	---------------------------

Justification of rating

103. L'ensemble des dispositions prévues au niveau de l'accord du don ainsi que dans la lettre au Bénéficiaire ont été respectées.

Procurement

Procurement	Rating: 4	Previous rating: 3
--------------------	------------------	---------------------------

Justification of rating

104. La mission note que, du démarrage effectif de réalisation des activités du PPM de la mi-juillet 2016 au 30 septembre 2017, globalement 34 marchés toutes catégories confondues ont été passés sur un total de 46 marchés prévus soit environ 74% de réalisation. Le PPI 3 avec l'appui de l'assistance technique internationale, fournie par le PNUD, a pu non seulement mettre en place les recommandations des missions précédentes mais aussi rendre plus opérationnel le service de passation des marchés. La mission juge modérément satisfaisante l'efficacité de la mise en œuvre du PPM 2017 et la qualité du PPM.

Procurement Review

Revue de la passation des marchés

1. **Appropriation des documents type utilisés en passation de marchés** La mission note l'appropriation de certains documents types par le personnel du Projet en charge de la passation des marchés. Aspect jugé par la mission comme modérément satisfaisant.
2. **Qualité des dossiers.** La qualité des dossiers passés en revue est dans l'ensemble acceptable et conforme pour l'essentiel. La mission juge la qualité des dossiers modérément satisfaisante.
3. **Respect des activités et méthodes programmées au PPM.** la mission note un respect des dispositions et planification contenues dans le PPM non objecté. Toutefois, trois marchés qui ne figurent pas dans le PPM ont été réalisés. Ils portaient respectivement sur la réhabilitation du BAC d'Anse-à-Veau et les travaux de réhabilitation des périmètres irrigués fortement affectés par le cyclone Matthew.
4. **Registre des contrats.** La mission note que le registre des contrats utilisé au niveau du projet est conforme et bien tenu. Aspect jugé par la mission comme modérément satisfaisant.

e. Additional Aspects

F. Relevance

Relevance

Rating: 5

Justification of rating

109. La réhabilitation physique des PI et leur viabilisation par les activités d'appui à la production visant à améliorer le niveau de production dans la zone d'intervention du projet restent pertinentes lorsqu'on considère le faible niveau de vie des bénéficiaires auquel s'ajoutent les facteurs de vulnérabilité auxquels ils sont exposés. Les conséquences des aléas climatiques et les autres événements structurels conséquents (liés à l'assainissement et autres menaces) contribuent à fragiliser l'équilibre de vie et rendre les bénéficiaires plus vulnérables. Les activités ciblées et exécutées par le projet répondent aux orientations énoncées par les documents de référence de développement agricole du pays tels la stratégie nationale en matière de petite irrigation.

Main issues

Plusieurs activités ont été retirées du projet à la revue de mi-parcours et dans la perspective de l'extension et devraient donc être retirées du cadre logique, notamment tous les indicateurs liés à la composante 2.2 (commercialisation) et nombre d'indicateurs SYGRI ayant trait à l'entrepreneuriat, la transformation, l'alphabétisation, au transfert de technologie et à la microfinance. L'indicateur ayant trait au nombre d'agriculteurs bénéficiaires de "vouchers" pour l'approvisionnement en intrants agricoles (fournisseurs locaux inexistants) doit également être modifié pour enlever la référence au système de vouchers. Enfin, le projet recadré a, par conséquent une portée nettement moindre (30 000 contre 140 000 personnes). Le nombre total de bénéficiaires doit donc être révisé dans le cadre logique

G. Agreed Actions

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Revoir à la hausse le montant l'avance initiale accordée au projet	Officier des Finances FIDA	03/2018
Initier la mise en place du Portail Clients du FIDA pour la soumission des DRFs au FIDA.	FIDA/MEF/MARNDR	03/2018
Débloquer de la contribution du Gouvernement pour les activités à mettre en place pour un montant de 10 million Gourdes.	MARNDR/MEF/Coordination PPI-3	04/2018
Actualiser les plan de gestion socio environnemental des PI (>100 ha) à réhabiliter en phase II	UGP	04/2018
Accorder un avenant au protocole de AAA aux fins d'achever les activités initiées avec possibilité d'en réaliser de nouvelles	UGP	04/2018
Veiller au respect des délais de passation des marchés pour l'acquisition à temps des semences de la campagne de printemps 2018	UGP	04/2018
Proroger du protocole d'accord avec les BAC et DDA	UGP	04/2018
Finaliser le recrutement d'un ingénieur junior pour assurer la supervision de site de travail	UGP	04/2018
Recrutement d'un nouvel ingénieur de supervision	UGP	04/2018
Finaliser l'élaboration de l'avenant au Protocole de AAA en vue de l'achèvement des activités résiduelles et la réalisation de celles complémentaires	UGP/AAA	04/2018

Développer un plan de gestion des savoirs pour la période restante du projet	Responsable suivi-évaluation	05/2018
Recruter un prestataire pour la mise en œuvre des activités des CEA	UGP	05/2018
Recrutement du/de la consultant(e) genre le plus rapidement possible.	Coordonnateur de projet / responsable de la passation des marchés	05/2018
Renouvellement du contrat établi entre le PPI-3 et le PNUD pour l'assistance administrative et financière du projet	UGP	05/2018
document de stratégie de sortie en rapport avec les activités de remédiation environnementale en participation avec les parties prenantes	AAA	05/2018
Mettre à jour la stratégie de ciblage pour refléter les changements apportés aux objectifs du projet lors de la mi-parcours ainsi que de l'extension	Coordonnateur de projet / Responsable de suivi-évaluation	05/2018
Initier le dialogue politique avec les institutions concernées en vue de définir un cadre législatif favorable à la création des CGBV.	UGP	05/2018
Elaborer un Plan de gestion intégré (tours de l'eau et d'entretien des ouvrages) pour chaque PI en cours de réhabilitation	UGP	06/2018
Élaborer un document de stratégie de sortie en concertation et de façon participative avec les parties prenantes (projet, bénéficiaires et MARNDR)	Coordonnateur de projet	06/2018
Le/la consultant(e) genre élabore la stratégie genre du projet.	Consultant(e) genre / Coordonnateur de projet	06/2018
Dorénavant, la tranche d'âge des participants sera collectée de façon à pouvoir avoir des données désagrégées par âge	Responsable de suivi-évaluation	09/2018
Compléter les formations techniques des bénéficiaires en se servant des recommandations faites par les PMV	UGP	12/2018
Suivre activités déléguées aux prestataires de services et rechercher solutions	Coordonnateur du projet (UG)	12/2018
Les tables de concertations locales peuvent servir de plateforme pour soulever les problèmes et tenter de trouver une solution commune	Cadres de terrain	12/2018
Veiller au respect de l'exécution des travaux de réhabilitation des PI suivant le chronogramme d'urgence établie lors de la mission	UGP	12/2018
Continuer le suivi de la contribution des bénéficiaires	Responsables Suivi & Evaluation et Financier	12/2018

S'assurer que la stratégie genre intègre les questions relatives au renforcement des cadres féminins.	Consultant(e) genre	12/2018
L'OPS/consultant(e) chargé des champs-écoles aura pour charge d'intégrer les problématiques des relations hommes-femmes au sein des ménages.	Consultant(e) genre et OPS/consultant(e) CEA	12/2018

Small Irrigation and Market Access Development Project in the Nippes and Goavienne Region

Logical Framework

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result	Cumulative Result	Cumulative Result %	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project										
	Males			20000	11570 (2017)	11570 (2017)	57.9% (2017)				
	Females			10000	3817 (2017)	3817 (2017)	38.2% (2017)				
	1.a Corresponding number of households reached										
	Households			30000	15387 (2017)	15387 (2017)	51.3% (2017)				
	Groups receiving project services										
	Groups			50	29 (2017)	29 (2017)	58.0% (2017)				
Goal Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale dans les zones d'intervention du Projet (Départements des Nippes et Région Goâvienne)	Ménages bénéficiaires du projet réduisent l'indice de malnutrition infantile au niveau de leur foyer							Enquête Ligne de base et d'impact au début et à la fin du Projet			L'instabilité politique n'a pas d'incidence négative majeure sur les activités et résultats espérés du Projet Les effets de catastrophes naturelles sont atténués dans la zone d'intervention du Projet
	Ménages	0		70							
	Ménages bénéficiaires du projet améliorent l'indice d'accumulation de biens au niveau de leur foyer							Enquête Ligne de base et d'impact au début et à la fin du Projet			
	Ménages	0		70							
Objective Accroissement et sécurisation durables des revenus et conditions de vie des 6.000 ménages ruraux pauvres, soit près de 30.000 bénéficiaires directs, en particulier ceux des groupes les plus vulnérables	Ménages bénéficiaires directs des actions du Projet sur les périmètres irrigués des Nippes augmentant leurs revenus agricoles d'une moyenne de 30%							Enquête Ligne de base et d'impact au début et à la fin du Projet			L'instabilité politique n'a pas d'incidence négative majeure sur les activités et résultats espérés du Projet Les effets de catastrophes naturelles sont atténués dans l'aire d'intervention du Projet
	Ménages			1600							
	Ménages bénéficiaires directs des actions du Projet sur les périmètres irrigués de la région goâvienne augmentant leurs revenus agricoles d'une moyenne de 20%							Enquête Ligne de base et d'impact au début et à la fin du Projet			
	Ménages			400							

	Ménages bénéficiaires directs d'autres actions du Projet au niveau des bassins versants environnants des périmètres irrigués augmentant leurs revenus d'une moyenne de 10%						Enquête Ligne de base et d'impact au début et à la fin du Projet			
	Ménages			4000						
Outcome C1: Développement de l'irrigation - Accroissement durable de la base productive par l'optimisation de la gestion de l'eau et la consolidation de l'agriculture irriguée	Hectares irrigués par rapport au nombre d'hectares irrigables aménagés (90% des surfaces aménagées)						Rapports d'activités des OPS, des BAC et des DDA Rapports circonstanciés du suivi évaluation sur la production, la commercialisation des produits et les services financiers. Enquêtes participatives d'impact auprès des bénéficiaires Rapports des ateliers de suivi évaluation participatifs			Intervention active de la DIA et des services déconcentrés du Ministère dans le Projet Bonne participation de AI et des GdU dans le processus Bonne efficacité des OPS sélectionnés pour les travaux de réhabilitation de PI Bonne acceptation des exploitants des terres dans les bassins versants pour les actions de remédiation environnementale
	Hectares of land			1500	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)			
	Hectares de bassins versants (zones de recharge des sources/cours d'eau) protégés et aménagés						Rapports d'activités des OPS, des BAC et des DDA Rapports circonstanciés du suivi évaluation sur la production, la commercialisation des produits et les services financiers. Enquêtes participatives d'impact auprès des bénéficiaires Rapports des ateliers de suivi évaluation participatifs			
	Hectares of land			1000						

Outcome C2: Appui aux activités productives - Augmentation de production des principales espèces cultivées (haricot, maïs, riz) et introduction de nouvelles cultures (les cultures maraichères)	Périmètres aménagés exploités avec des techniques améliorées							Rapports d'activités des OPS, des BAC et des DDA Rapports circonstanciés du suivi évaluation sur la production, la commercialisation des produits et les services financiers Enquêtes participatives d'impact auprès des bénéficiaires. Rapports des ateliers de suivi évaluation participatifs			Les travaux de réhabilitation au niveau des PI ne rendent pas l'eau d'irrigation indisponible. Les travaux sont achevés à temps au niveau des PI Les intrants agricoles sont de qualité et sont disponibles à temps
	Périmètre irrigué			50	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
	Rendement supplémentaire obtenu au niveau des parcelles exploitées avec des techniques améliorées										
	Parcelle exploitée			30	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
Outcome C2: Appui aux activités productives -Amélioration de la valorisation des produits de l'agriculture irriguée et de l'accès des producteurs à des marchés adaptés de manière à augmenter les revenus des ménages les plus pauvres	Producteurs appliquant les normes de qualité requises							Rapports d'activités des OPS, des BAC et des DDA Rapports circonstanciés du suivi évaluation sur la production, la commercialisation des produits et les services financiers Enquêtes participatives d'impact auprès des bénéficiaires. Rapports des ateliers de suivi évaluation participatifs			Les travaux de réhabilitation au niveau des PI ne rendent pas l'eau d'irrigation indisponible. Les travaux sont achevés à temps au niveau des PI Les intrants agricoles sont de qualité et sont disponibles à temps
	Producteurs			800	400 (2017)	400 (2017)	50.0% (2017)				

Outcome C3: Renforcement des capacités de planification et de structuration des communautés, en incluant les groupes plus vulnérables	OB/AI renforcés de manière à fonctionner correctement et à délivrer des services utiles à leurs membres							"Rapports d'activités des OPS, des BAC et des DDA. Rapports circonstanciés du suivi évaluation sur la production, la commercialisation des produits et les services financiers. Enquêtes participatives d'impact auprès des bénéficiaires. Rapports des ateliers de suivi évaluation participatifs"			Pas d'interaction négative de groupements politiques Bonnes compétences des OPS dans le domaine Bonne disponibilité des BAC et DDA
	OB/AI			50	16 (2017)	16 (2017)	32.0% (2017)				
Output C1: Sous-composante 1.1: Renforcement institutionnel et appui aux associations d'irrigants	Leaders d'Associations d'irrigants (AI) et de Groupements d'usagers (GdU) formés en gestion technique et sociale de l'eau							Rapports des OPS, des BAC et des DDA Rapports des OPS, des BAC et des DDA Registres de la participation dans les formations			Intervention active de la DIA et des services déconcentrés du Ministère dans le Projet Bonne participation de AI et des GdU dans le processus Bonne efficacité des OPS sélectionnés pour les travaux de réhabilitation de PI Bonne acceptation des exploitants des terres dans les bassins versants pour les actions de remédiation environnementale
	Leaders			140	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
	Leaders Femmes			30	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
	Leaders d'AI et de GdU ayant participé à des visites d'échanges d'expériences dans des zones d'irrigation							Rapports d'avancement physique présentés par les OPS Rapports de supervision des travaux présentés par la DIA			
	Leaders Femmes			30	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
	Leaders			280	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
	AI dotés d'équipements pour l'entretien des périmètres							Rapports d'avancement physique présentés par les OPS Rapports de supervision des travaux présentés par la DIA			
	Association d'irrigant			14	14 (2017)	14 (2017)	100.0% (2017)				

Output C1: Sous-composante 1.2: Périmètres irrigués	Périmètres irrigués (PI) réhabilités						Rapports d'avancement physique présentés par les OPS Rapports de supervision des travaux présentés par la DIA			Intervention active de la DIA et des services déconcentrés du Ministère dans le Projet Bonne participation de AI et des GdU dans le processus Bonne efficacité des OPS sélectionnés pour les travaux de réhabilitation de PI Bonne acceptation des exploitants des terres dans les bassins versants pour les actions de remédiation environnementale
	Périmètre irrigué			14	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)			
Output C1: Sous-composante 1.3: Remédiation environnementale	Périmètres irrigués pour lesquels des actions de remédiation environnementale sont entreprises						Rapports d'avancement physique présentés par les OPS Rapports de supervision des travaux présentés par la DIA			Intervention active de la DIA et des services déconcentrés du Ministère dans le Projet Bonne participation de AI et des GdU dans le processus Bonne efficacité des OPS sélectionnés pour les travaux de réhabilitation de PI Bonne acceptation des exploitants des terres dans les bassins versants pour les actions de remédiation environnementale
	Périmètre irrigué			14	14 (2017)	14 (2017)	100.0% (2017)			
	Hectares en moyenne aménagés dans les bassins versants de chaque PI réhabilité						Rapports d'avancement physique présentés par les OPS Rapports de supervision des travaux présentés par la DIA			
	Hectares of land			70	101 (2017)	101 (2017)	144.3% (2017)			

Output C2: Sous-composante 2.1: Appui à l'intensification agricole	Paquets technologiques et d'itinéraires techniques élaborés pour les principales cultures à exploiter dans la zonee du projet							Rapports des BAC et des DDA Rapports des OPS Rapports d'évaluation interne Autodiagnosics de vulnérabilité organisés par les exploitants eux-mêmes			Les travaux de réhabilitation au niveau des PI ne rendent pas l'eau d'irrigation indisponible. Les travaux sont achevés à temps au niveau des PI Les intrants agricoles sont de qualité et sont disponibles à temps
	Paquets technologiques			10	7 (2017)	7 (2017)	70.0% (2017)				
	Nombre de Champs-Ecoles agricoles (CEA) mis en place							Rapports des BAC et des DDA Rapports des OPS Rapports d'évaluation interne Autodiagnosics de vulnérabilité organisés par les exploitants eux-mêmes			
	CEA			60	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
	Agriculteurs touchés à travers la réalisation des CEA							Rapports des BAC et des DDA Rapports des OPS Rapports d'évaluation interne Autodiagnosics de vulnérabilité organisés par les exploitants eux-mêmes			
	Agriculteurs			800	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
Output C3: Sous-composante 3.1: Elaboration et mise en œuvre des plans de mise en valeur des périmètres irrigués	Plans de mise en valeur durable de PPI préparés et validés							Documents des plans de mise en valeur des PPI Rapports périodiques des OPS Enquêtes participatives d'impact auprès des bénéficiaires Rapports des ateliers de suivi évaluation participatifs			Pas d'interaction négative de groupements politiques Bonnes compétences des OPS dans le domaine Bonne disponibilité des BAC et DDA
	Plans			14	12 (2017)	12 (2017)	85.7% (2017)				

Output C3: Sous-composante 3.2: Renforcement des capacités des OB	Leaders formés en développement organisationnel et gestion							Rapports des BAC et des DDA Rapports des OPS Rapports d'évaluation interne Autodiagnosics de vulnérabilité organisés par les exploitants eux-mêmes			Pas d'interaction négative de groupements politiques Bonnes compétences des OPS dans le domaine Bonne disponibilité des BAC et DDA
	Leaders			50	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
	OB partenaires du projet autonomes et durables							Rapports des BAC et des DDA Rapports des OPS Rapports d'évaluation interne Autodiagnosics de vulnérabilité organisés par les exploitants eux-mêmes			
	OB			10	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
	Visites d'échange d'expériences organisées au profit des leaders d'OB de l'aire du projet							Rapports des BAC et des DDA Rapports des OPS Rapports d'évaluation interne Autodiagnosics de vulnérabilité organisés par les exploitants eux-mêmes			
	Visites			5	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)				
Output C3: Sous-composante 3.3: Définition et mise en œuvre de la stratégie genre	Taux de participation des femmes dans les formations organisées dans le cadre du projet							Rapports des BAC et des DDA Rapports des OPS Rapports d'évaluation interne Autodiagnosics de vulnérabilité organisés par les exploitants eux-mêmes			Pas d'interaction négative de groupements politiques Bonnes compétences des OPS dans le domaine Bonne disponibilité des BAC et DDA
	Participation des femmes			30	27.5 (2017)	27.5 (2017)	91.7% (2017)				
	Pourcentage de comités de gestion de AI et d'OB partenaires du projet comptant des femmes dans leurs instances de décision							Rapports des BAC et des DDA Rapports des OPS Rapports d'évaluation interne Autodiagnosics de vulnérabilité organisés par les exploitants eux-mêmes			
	Comités			80	64 (2017)	64 (2017)	80.0% (2017)				

Output RIMS - Community development	Community groups with women in leadership positions									
	Groups			50	16 (2017)	16 (2017)	32.0% (2017)			
	Village/community plans formulated									
	Plans			20	12 (2017)	12 (2017)	60.0% (2017)			
	People in community groups formed/strengthened									
	Males			1500	1018 (2017)	1018 (2017)	67.9% (2017)			
	Females			500	474 (2017)	474 (2017)	94.8% (2017)			
	Community groups formed/strengthened									
	Groups			200	29 (2017)	29 (2017)	14.5% (2017)			
Output RIMS - Technology transfer	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies									
	Men trained in crop			1500	358 (2017)	358 (2017)	23.9% (2017)			
	Women trained in crop			500	86 (2017)	86 (2017)	17.2% (2017)			
	Total persons trained in crop			2000	444 (2017)	444 (2017)	22.2% (2017)			
Output RIMS - Resource management/protection	Land under improved management practices									
	Hectares of land			250	0 (2017)	0 (2017)	0.0% (2017)			
	Groups involved in NRM formed/strengthened									
	Groups			25						
	NRM groups with women in leadership positions									
	Groups			20						
	People in NRM groups formed/strengthened									
	Women			150						
	Men			250						

	Environmental management plans formulated									
	Plans			25						
Output RIMS - Institutional support	Government officials and staff trained									
	Men			80	11 (2017)	11 (2017)				
	Women			25	0 (2017)	0 (2017)				
	Staff of service providers trained									
	Men			100	15 (2017)	15 (2017)				
	Women			50	0 (2017)	0 (2017)				
	Staff			27	0 (2016)	0 (2016)				
Output RIMS - Irrigation management	Groups managing productive infrastructure formed/strengthened									
	Groups			25	5 (2017)	5 (2017)				
	Groups managing productive infrastructure with women in leadership positions									
	Groups			20	5 (2017)	5 (2017)				
	People in groups managing productive infrastructure									
	Women			1000						
	Men			3500						
	People trained in infrastructure management									
	Men			1000	224 (2017)	224 (2017)				
	Women			500	112 (2017)	112 (2017)				
Output RIMS - Irrigation infrastructure	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated									
	Hectares of land			2000	0 (2017)	0 (2017)				
Output RIMS - Rural infrastructure	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded									
	Length of roads			5	0 (2017)	0 (2017)				

Haiti

Small Irrigation and Market Access Development Project in the Nippes and Goavienne Region

Supervision Report

Appendix 1: Financial: actual financial performance; by financier by component and disbursements by category

Mission Dates: 26.02.2018 to 08.03.2018
Document Date: 10/05/2018
Project No. 1100001532
Report No. 4732-HT

Appendice 2 : Aspects financiers : performance financière effective par bailleur de fonds ; par composante et décaissements par catégorie

Table 2A: Performance de décaissement de Fonds par source de financement (USD '000)

Bailleur de fonds	Allocation Initiale (en milliers d'USD)	Allocation révisée (en milliers d'USD)*	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
Don FIDA	13 200	13 200	5 966	45%
Gouvernement	1 980	983	325	33%
Beneficiaires	1 020	554	0	0%
Total	16 200	14 737	6 291	43%

Table 2B: Performance financière par source de financement et composantes (USD '000)

Composante	Don du FIDA			Gouvernement			Beneficiaires			Total		
	Allocation	Réalisé	%	Allocation	Réalisé	%	Allocation	Réalisé	%	Allocation	Réalisé	%
Developpement de l'irrigation & Fonds d'urgence	7 376	2 953	40%	737	0	0%	554	0	0%	8 667	2 953	34%
Appui aux activites productives	2 166	798	37%	156	0	0%	0	0	0%	2 322	798	34%
Renforcement des capacites	886	216	24%	50	0	0%	0	0	0%	936	216	23%
Coordination et gestion du programme	2 123	2 002	94%	40	325	813%	0	0	0%	2 163	2 327	108%
Non alloue	649	0	0%							649		0%
Total	13 200	5 969	45%	983	325	33%	554	0	0%	14 737	6 294	43%

Table 2C: Décaissements de don du FIDA (DTS, as at 22/02/2018)

Categories	Allocation	Depenses	Balance disponible	% Depenses
Genie civil et rural	3 791 819	1 706 715	2 085 104	45%
Vehicules et equipements	395 000	175 688	219 312	44%
Assistance technique, formation, etudes	2 219 902	1 189 265	1 030 637	54%
Commissions de gestion IAT	19 279	19 279	0	100%
Fonds de credit- Fonds d'urgence	364 000	0	364 000	0%
Microprojets	69 902	69 602	300	100%
Couts de fonctionnement	1 460 000	1 038 602	421 398	71%
Non alloue	430 098	0	430 098	0%
Avance initiale	0	1 070 359	-1 070 359	0%
Total	8 750 000	5 269 510	3 480 490	60%

Haiti

Small Irrigation and Market Access Development Project in the Nippes and Goavienne Region

Supervision Report

Appendix 2: Physical progress measured against AWP&B

Mission Dates: 26.02.2018 to 08.03.2018

Document Date: 10/05/2018

Project No. 1100001532

Report No. 4732-HT

Appendice 2 : Aspects financiers : performance financière effective par bailleur de fonds ; par composante et décaissements par catégorie

Table 2A: Performance de décaissement de Fonds par source de financement (USD '000)

Bailleur de fonds	Allocation Initiale (en milliers d'USD)	Allocation révisée (en milliers d'USD)*	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
Don FIDA	13 200	13 200	5 966	45%
Gouvernement	1 980	983	325	33%
Beneficiaires	1 020	554	0	0%
Total	16 200	14 737	6 291	43%

Table 2B: Performance financière par source de financement et composantes (USD '000)

Composante	Don du FIDA			Gouvernement			Beneficiaires			Total		
	Allocation	Réalisé	%	Allocation	Réalisé	%	Allocation	Réalisé	%	Allocation	Réalisé	%
Developpement de l'irrigation & Fonds d'urgence	7 376	2 953	40%	737	0	0%	554	0	0%	8 667	2 953	34%
Appui aux activites productives	2 166	798	37%	156	0	0%	0	0	0%	2 322	798	34%
Renforcement des capacites	886	216	24%	50	0	0%	0	0	0%	936	216	23%
Coordination et gestion du programme	2 123	2 002	94%	40	325	813%	0	0	0%	2 163	2 327	108%
Non alloue	649	0	0%							649		0%
Total	13 200	5 969	45%	983	325	33%	554	0	0%	14 737	6 294	43%

Table 2C: Décaissements de don du FIDA (DTS, as at 22/02/2018)

Categories	Allocation	Depenses	Balance disponible	% Depenses
Genie civil et rural	3 791 819	1 706 715	2 085 104	45%
Vehicules et equipements	395 000	175 688	219 312	44%
Assistance technique, formation, etudes	2 219 902	1 189 265	1 030 637	54%
Commissions de gestion IAT	19 279	19 279	0	100%
Fonds de credit- Fonds d'urgence	364 000	0	364 000	0%
Microprojets	69 902	69 602	300	100%
Couts de fonctionnement	1 460 000	1 038 602	421 398	71%
Non alloue	430 098	0	430 098	0%
Avance initiale	0	1 070 359	-1 070 359	0%
Total	8 750 000	5 269 510	3 480 490	60%

Haiti

Small Irrigation and Market Access Development Project in the Nippes and Goavienne Region

Supervision Report

Appendix 3: Compliance with legal covenants: status of implementation

Mission Dates: 26.02.2018 to 08.03.2018

Document Date: 10/05/2018

Project No. 1100001532

Report No. 4732-HT

Latin America and the Caribbean
Programme Management Department

Appendice 3 : Application des dispositions de l'accord de financement : état d'avancement

Section	Disposition	Objectif / date prévue	Etat d'avancement / date	Observations
Sect. D.1. c)	Ouverture de comptes. Le compte désigné et le compte de Projet ont été ouverts conformément aux Section B.3 et B.5 du présent Accord.	Les comptes ont été ouverts	Réalisée	
Sect. D.1. d)	Logiciel de gestion financière. Le Logiciel de gestion financière et comptable de l'UCP a été mis en place et est opérationnelle.		Réalisée	
Sect. D.1. e)	Manuel d'opérations. Une ébauche du Manuel d'opérations du Projet de développement du PPI-3 et du Manuel de procédures administratives, financières et comptables du PPI-3 ("les Manuels du projet") révisée a été soumise au FIDA.	Manuel de procédures administratives, financières et comptables du PPI-3 révisé et soumis au FIDA	Réalisée	
Sect. D.2. a)	Conditions au 2ème retrait du Don. Les Manuels du projet révisés ont été approuvés par l'Agent principal du Projet et le Fonds.		Réalisée	